



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2016

Texte de la question

CRÉDIBILITÉ DE LA FRANCE EN EUROPE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, la France n'est plus crédible en Europe...

M. Philippe Vitel. Eh oui !

M. Pierre Lequiller. ...parce qu'elle n'a pas fait l'effort de réformes courageuses et indispensables, effectuées par tous nos partenaires.

M. Philippe Vitel. Eh non !

M. Pierre Lequiller. Elle n'est plus crédible en Europe à cause des changements de pied dont le Président de la République est coutumier.

M. Philippe Vitel. Eh oui !

M. Pierre Lequiller. Il avait promis la révision du traité de stabilité, qu'il nous a finalement invités à ratifier, promis des *eurobonds*, passés aux oubliettes, promis une augmentation du budget européen, nouveau camouflet...

Le Président de la République n'est plus crédible du fait de ses reniements multiples sur le déficit de la France. Pendant sa campagne, il avait promis un déficit de 3 % en 2013. Il a dû demander deux reports successifs à la Commission européenne, et vous vous étiez engagé, monsieur le Premier ministre, en avril 2014, à atteindre 3 % pour la fin 2015. Vous aviez alors dit : « La France est un pays qui tient ses engagements, car c'est la parole et la crédibilité de la France qui sont en jeu ». Et voilà que François Hollande – parce que ce que vous avez appelé flexibilité, monsieur Harlem Désir, n'est rien d'autre que cela – s'apprête à demander au Conseil européen un report supplémentaire !

De report en report, la France est aujourd'hui considérée par tous nos partenaires comme le mauvais élève de l'Europe. Tous sont inquiets de la panne totale du moteur franco-allemand. Les défaites cuisantes infligées par les Français à François Hollande aux municipales et aux européennes l'ont terriblement affaibli.

M. Renzi a déclaré : « Si nous réalisons les mêmes réformes que l'Allemagne en 2003, ce n'est pas parce qu'elles nous sont dictées, mais parce que nous devons les faire ». Cela ne l'a pas empêché, lui, de gagner les élections européennes.

Quand François Hollande comprendra-t-il que, plutôt que de changer la politique de l'Europe pour lui repasser le mistigri, son devoir est avant tout de changer la politique de la France pour lui éviter un décrochage, plus grave encore en termes de croissance, du reste de l'Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget. Monsieur Lequiller, j'insiste d'abord sur le fait que, depuis le début de la législature, l'assainissement des finances publiques est l'objectif de toutes les lois de finances que vous avez examinées. Cette politique porte ses fruits. (*Rires sur les bancs du groupe UMP.*)

Les critiques systématiques et exagérées, elles, font perdre de vue l'essentiel. Car nous partageons tous le même objectif : assurer la soutenabilité, à terme, de nos services publics et de notre modèle social.

Je veux dire aux Français que leurs efforts paient (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*)...

M. Guy Geoffroy. Non, ce sont les Français qui paient !

M. le président. Un peu de calme, chers collègues ! Chacun aura compris que vous n'êtes pas d'accord !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...alors qu'une lecture rapide des déclarations des uns et des autres pourrait parfois laisser penser le contraire.

L'évidence est là : les déficits se réduisent, les mesures des lois de finances successives ont permis de réduire, dès la fin de l'année 2013, parfois grâce à d'autres mesures antérieures, le déficit structurel à un niveau presque le plus bas depuis 2002.

M. Pierre Lequiller. Vous avez demandé un nouveau report !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Le déficit, en 2010, sera la moitié de ce qu'il était en 2013. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Guy Geoffroy. Non, c'est l'inverse !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. En 2013, le déficit structurel a quasiment retrouvé son plus bas niveau depuis 2002. Et en matière de finances publiques, il y a des éléments que le Gouvernement maîtrise plus que d'autres. La conjoncture économique a pesé mécaniquement sur les recettes. C'est ce qui explique les écarts par rapport aux prévisions. En revanche, la dépense est tenue.

M. Didier Quentin. Baratin !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. La dépense de l'État a diminué de 144 millions d'euros en 2013 par rapport à la prévision, et celle de l'ONDAM de 1,4 milliard d'euros. Oui, mes chers collègues, la prévision de croissance du Gouvernement pour 2014 reste...

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2016

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [26 juin 2014](#)